

PLAN D'OCCUPATION DES SOLS

PLAN LOCAL D'URBANISME

-*-

ANNEXE D.O

Liste des servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol

(Décret n° 77-861 du 26 Juillet 1977)

(Décret n° 81-542 du 13 Mai 1981)

(Décret n° 83-813 du 9 Septembre 1983)

(Décret n° 86-984 du 19 Août 1986)

A. — Patrimoine naturel

a) Forêts

Servitudes de protection des forêts soumises au régime forestier et instituées en application des articles L. 151-1 à L. 151-6 du Code forestier.

Voir pièce D.1

Servitudes relatives aux forêts dites de protection instituées en application des articles L. 411-1 à L. 413-1 du Code forestier.

Néant

Prescriptions et interdictions auxquelles sont soumis les propriétaires en application des articles L. 421-1, L. 432-1, L. 432-2, L. 531-1 et L. 541-2 du Code forestier.

Néant

b) Littoral maritime

Réserves de terrains créées en application de l'article 4 de la loi n. 63-1178 du 28 novembre 1963.

Néant

Servitudes de passage sur le littoral instituées en application des articles L. 160-6 et L. 160-6-1 du Code de l'urbanisme.

Néant

c) Eaux

Servitudes attachées aux conditions de flottage à bûches perdues sur les cours d'eau non domaniaux instituées en application des articles 30 à 32 de la loi du 8 avril 1898 sur le régime des eaux.

Néant

Servitudes prévues aux articles 100 et 101 du Code rural ainsi que celles prévues par le décret n. 59-96 du 7 janvier 1959 relatif au passage des engins mécaniques d'entretien sur les berges et dans le lit des cours d'eau non domaniaux.

Néant

Servitudes attachées à la protection des eaux potables instituées en vertu de l'article L. 20 du Code de la Santé publique et du décret n. 61-859 du 1^{er} août 1961, modifié par le décret n. 67-1093 du 15 décembre 1967, pris pour son application.

Néant

Servitudes attachées à la protection des eaux minérales instituées en application des articles L. 736 et suivants du Code de la santé publique.

Néant

d) Réserves naturelles et parcs nationaux

Réserves naturelles instituées par l'autorité administrative en application de l'article 8 bis de la loi du 2 mai 1930 sur les sites ou du chapitre III de la loi n. 76-629 du 10 juillet 1976.

Néant

Zones de protection des réserves naturelles en application de l'article 27 de la loi n. 76-629 du 10 juillet 1976.

Néant

Périmètres de protection autour des réserves naturelles instituées en application de l'article 27 de la loi n. 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature, tel qu'il a été complété par l'article 58-1 de la loi n. 83-663 du 22 juillet 1983.

Néant

Parcs nationaux créés en application de la loi n. 60-708 du 22 juillet 1960.

Néant

B. — Patrimoine culturel

a) Monuments historiques

Mesures de classement et d'inscription prises en application des articles 1^{er} à 5 de la loi du 31 décembre 1913 modifiée sur les monuments historiques avec l'indication de leur étendue.

Voir pièce D.2

Périmètres de protection éventuellement délimités par décrets en Conseil d'Etat en application de l'article 1^{er} (al. 2 et 3) de la loi du 31 décembre 1913 autour des monuments historiques classés ou inscrits.

Néant

Zones de protection des monuments historiques créées en application de l'article 28 de la loi du 2 mai 1930 modifiée.

Néant

Périmètres de protection des monuments historiques classés ou inscrits et portés sur la liste visée ci-dessus, tels qu'ils résultent des dispositions combinées des articles 1^{er} et 13 bis de la loi du 31 décembre 1913.

Voir pièce D.2

Sites inscrits ;

Sites classés ;

Zones de protection des sites créées en application de l'article 17 de la loi du 2 mai 1930 modifiée.

Néant

Néant

c) Patrimoine architectural et urbain

Zones de protection du patrimoine architectural et urbain instituées en application de l'article 70 de la loi n. 83-8 du 7 janvier 1983.

Néant

C. — Patrimoine sportif

Terrains de sport dont le changement d'affectation est soumis à autorisation en application des dispositions de l'article 42 de la loi n. 84-610 du 16 juillet 1984.

Voir pièce D.6

II. — SERVITUDES RELATIVES A L'UTILISATION DE CERTAINES RESSOURCES ET ÉQUIPEMENTS

A. — Énergie

a) Électricité et gaz

Périmètres à l'intérieur desquels ont été instituées des servitudes en application :

De l'article 12 modifié de la loi du 15 juin 1906 ;

De l'article 298 de la loi de finances du 13 juillet 1925 ;

De l'article 35 de la loi n. 46-628 du 8 avril 1946 modifiée ;

De l'article 25 du décret n. 64-481 du 23 janvier 1964 ;

Périmètres de protection institués en application de l'article 7 de l'ordonnance n. 58-1132 du 25 novembre 1958 relative au stockage souterrain de gaz.

Néant

Voir pièce D.5

Néant

b) Énergie hydraulique

Périmètres auxquels s'applique la servitude de submersion et d'occupation temporaire instituée par l'article 4 de la loi du 16 octobre 1919.

Néant

c) Hydrocarbures

Servitudes relatives à la construction et à l'exploitation de pipe-lines d'intérêt général instituées en application de l'article 11 de la loi n. 58-336 du

Néant

29 mars 1958 et du décret n. 59-645 du 16 mai 1959 pris pour l'application dudit article 11 ;

Néant

Servitudes relatives à la construction et à l'exploitation de pipe-lines instituées en application de la loi n. 49-1060 du 2 août 1949, modifiée par la loi n. 51-712 du 7 juin 1951, et du décret du 8 juillet 1950, modifié par le décret n. 63-82 du 4 février 1963 ;

Néant

Servitudes relatives aux périmètres de protection instituées en application de l'article 6 de l'ordonnance n. 58-1332 du 23 décembre 1958 relative aux stockages souterrains d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés, modifiée par la loi de finances rectificative pour 1972 (n. 72-1147, 23 déc. 1972).

Néant

d) Chaleur

Chaleur : servitudes relatives aux canalisations de transport et de distribution de chaleur instituées en application de la loi n. 80-531 du 15 juillet 1980 relative aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur.

Néant

B. — Mines et carrières

Périmètres à l'intérieur desquels sont applicables les dispositions des articles 71 à 73 du Code minier.

Néant

C. — Canalisations

a) Produits chimiques

Zones auxquelles s'appliquent les servitudes attachées à la construction et à l'exploitation de canalisations de transports de produits chimiques, instituées en application de la loi n. 65-498 du 29 juin 1965.

Néant

b) Eaux et assainissement

Zones ou ont été instituées, en application de la loi n. 62-904 du 4 août 1962 et du décret n. 64-158 du 15 février 1964, les servitudes attachées aux canalisations publiques d'eau et d'assainissement ;

Néant

Servitudes attachées à l'établissement des canalisations souterraines d'irrigation instituées en application des articles 128-7 et 128-9 du Code rural ;

Néant

Servitudes de passage des engins mécaniques d'entretien et de dépôt des produits de curage et faucardement attachées aux canaux d'irrigation et émissaires d'assainissement instituées en application des articles 128-6 et 138-1 du Code rural ;

Néant

Servitudes d'écoulement des eaux nuisibles attachées aux travaux d'assainissement des terres par le drainage instituées en application des articles 135 à 138 du Code rural.

Néant

D. — Communications

a) Cours d'eau

Servitudes de halage et de marche pied instituées par les articles 15, 16 et 28 du Code du Domaine public fluvial et de la Navigation intérieure et par l'article 424 du Code rural

Néant

b) Navigation maritime

Champs de vue et servitudes instituées ou maintenues en application de la loi n. 87-954 du 27 novembre 1987 relative à la visibilité des amers, des feux et des phares et au champ de vue des centres de surveillance de la navigation maritime

Néant

c) Voies ferrées et aérotrains

Zones auxquelles s'appliquent les servitudes instituées par :

Néant

La loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer.

L'article 6 du décret du 30 octobre 1935 modifié portant création de servitudes de visibilité sur les voies publiques ;

Néant

La loi n. 66-1066 du 31 décembre 1966 établissant des servitudes au profit des lignes de transport public par véhicules guidés sur coussins d'air (aérotrains) ;

Néant

d) Réseau routier

Servitudes instituées en application de l'article 3 du décret du 30 octobre 1935 portant création de servitudes de visibilité sur les voies publiques ;

Néant

Servitudes grevant les terrains nécessaires aux routes nationales et aux autoroutes instituées en application de l'ordonnance n. 58-1311 du 23 décembre 1958 et du décret n. 58-1316 du 23 décembre 1958.

Néant

Servitudes attachées à l'alignement des voies nationales départementales ou communales

Néant

Servitudes relatives aux interdictions d'accès grevant les propriétés limitrophes des routes express et des déviations d'agglomérations en application des articles 4 et 5 de la loi n. 69-7 du 3 janvier 1969

Néant

e) Circulation aérienne

Servitudes aéronautiques de dégagement et de balisage instituées en application des articles L. 281-1 et R. 241-1 à R. 243-3 du Code de l'Aviation civile ;

Voir pièce D. 7

Servitudes grevant les terrains nécessaires aux besoins de la navigation aérienne instituées en application de l'article R. 245-1 du Code de l'Aviation civile ;

Néant

Servitudes établies à l'extérieur des zones de dégagement en application des articles R. 244-1 et D. 244-1 à D. 244-4 du Code de l'Aviation civile.

Néant

f) Remontées mécaniques et pistes de ski

Zones auxquelles s'applique la servitude de survol instituée par la loi du 8 juillet 1941 ;

Néant

Servitudes instituées en application de l'article 53 de la loi n. 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne

Néant

E. — Télécommunications

Servitudes de protection des centres radio-électriques d'émission et de réception contre les obstacles instituées en application des articles L. 54 à L. 56 et R. 21 à R. 26 du Code des Postes et Télécommunications ;

Voir pièce D 3

Servitudes de protection des centres de réception radio-électriques contre les perturbations électromagnétiques instituées en application des articles L. 57 à L. 62 et R. 27 à R. 39 du Code des Postes et Télécommunications ;

Voir pièce D 3

Servitudes attachées aux réseaux de télécommunications instituées en application de l'article L. 48 (alinéa 2) du Code des Postes et Télécommunications.

Servitudes d'élagage relatives aux lignes de télécommunications empruntant le domaine public, instituées en application de l'article L. 65-1 du Code des Postes et Télécommunications.

Néant

III. — SERVITUDES RELATIVES A LA DÉFENSE NATIONALE

Servitudes de champ de vue instituées par la loi du 18 juillet 1895 concernant la détermination et la conservation des postes électro-sémaphoriques, modifiée par la loi du 27 mai 1933.

Néant

Servitudes attachées à la sécurité de la navigation et à la défense des côtes instituées en application de la loi du 11 juillet 1933 ;

Néant

Zones et polygones d'isolement créés en application de la loi du 8 août 1929 concernant les servitudes autour des magasins et établissements servant à la conservation, à la manipulation ou à la fabrication des poudres, munitions, artifices ou explosifs.

Néant

Servitudes concernant l'établissement de terrains d'atterrissage destinés en partie ou en totalité à l'armée de l'air instituées en application du décret du 30 octobre 1935 ;

Néant

Servitudes relatives aux fortifications, places fortes, postes et ouvrages militaires instituées en application des lois des 8 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851 ;

Servitudes aux abords des champs de tir créées en application de l'article 25 de la loi du 13 juillet 1927.

Néant

IV. — SERVITUDES RELATIVES A LA SALUBRITÉ ET A LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

A. — Salubrité publique

a) Cimetières

Servitudes relatives aux cimetières instituées par

L'article L. 361-1 du Code des communes

L'article L. 361-4 du Code des communes

b) Établissements conchyliques

Périmètres de protection installés autour des établissements de conchyliculture et d'aquaculture et des gisements coquilliers en application de l'article 2 du décret du 30 octobre 1935 sur la protection des eaux potables et les établissements ostréicoles

Néant

B. — Sécurité publique

Plans des surfaces submersibles établis en application des articles 48 à 54 du Code du Domaine public fluvial et de la Navigation intérieure ;

Néant

Servitudes instituées, en ce qui concerne la Loire et ses affluents, par les articles 55 et suivants du Code du Domaine public fluvial et de la Navigation intérieure ;

Néant

Servitudes résultant des plans d'exposition aux risques naturels prévisibles et instituées en application de l'article 5-1, 1^{er} alinéa, de la loi n. 82-600 du 13 juillet 1982

Néant

Servitudes résultant de l'application des 7-1 à 7-4 de la loi n. 76-663 du 19 juillet 1976

Néant